

Ecrit par le 4 avril 2025

Réglementation, motorisation, tarification : l'automobiliste en plein brouillard



6 Français sur 10 ne croient pas que la voiture électrique remplacera complètement un jour les voitures thermiques. C'est ce qui ressort d'une nouvelle étude de [l'Observatoire Cetelem](#).

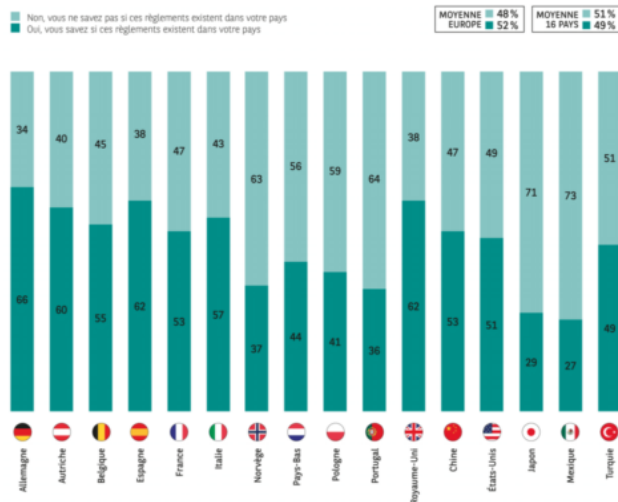
Pendant des années, presque depuis son origine, le secteur automobile s'est développé sans que rien ou presque ne vienne contrarier sa croissance et son succès. Et puis les contraintes, notamment environnementales au sens large du terme, ont pris de l'épaisseur ; l'électricité a été choisie par les pouvoirs publics comme énergie unique pour faire rouler la voiture de demain ; et les crises financière, économique et géopolitique se sont superposées en un rien de temps. Alors que les automobilistes sont en perte de repères, ne savent plus vraiment à quelle marque se vouer, soupèsent la pertinence du passage à l'électricité, l'Observatoire Cetelem de l'Automobile révèle des points de vue contrastés, parfois étonnants, parfois inquiétants mais qui éclairent sur la nécessité de voir se dissiper au plus vite ce brouillard qui pourrait à terme pénaliser tout le monde.

Ecrit par le 4 avril 2025

VOITURES THERMIQUES : LE FLOU

Dans certains pays, des règlements prévoient l'interdiction de la vente des véhicules thermiques (essence, gazole, hybride) dans 10 à 15 ans pour lutter contre la pollution de l'air. Savez-vous si des règlements de ce type existent dans votre pays ?

A tous. En %.



OBSERVATOIRE
Citoyen

Source: L'Observatoire Citoyen de l'Automobile 2024



AUTO
2025

ZFE et réglementations riment avec confusion et scepticisme

L'inflation, toujours forte dans la plupart des pays, contribue à perturber la perception économique des automobilistes. Ainsi marqués par les récentes hausses des tarifs, plus de trois quarts d'entre eux (76%) s'inquiètent de la hausse des prix des voitures neuves dans les 5 prochaines années et ils sont 4 sur 10 à juger que la hausse possible du coût de l'énergie est un frein à l'achat.

Concernant les Zones à faibles émissions (ZFE), si plus de 7 personnes sur 10 (73%) en connaissent l'existence, seulement un tiers (34%) voit précisément ce dont il s'agit, une part qui est néanmoins plus importante chez les Français (48%). Un flou qui s'accroît lorsqu'il s'agit de se projeter dans le futur puisque près d'un automobiliste sur 2 (48%) ne sait pas si des ZFE seront mises en place dans son pays.

Ecrit par le 4 avril 2025

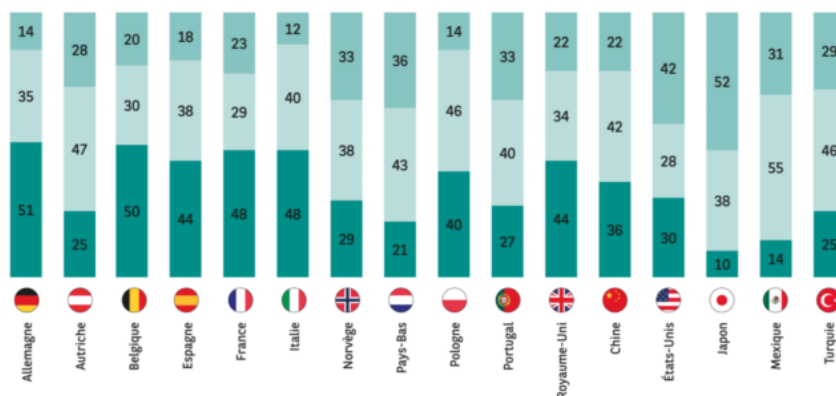
LES ZFE PEU CONNUES

Connaissez-vous l'existence de ce type de réglementation dans le monde (ZFE) ?

À tous. En %.

■ Non
 ■ Oui, mais vous ne voyez pas précisément ce dont il s'agit
 ■ Oui et vous voyez précisément ce dont il s'agit

MOYENNE EUROPE 23%
 MOYENNE 16 PAYS 27%
 38%
 39%
 27%
 39%
 34%



Source : L'Observatoire Cetelem de l'Automobile 2024.

OBSERVATOIRE Cetelem



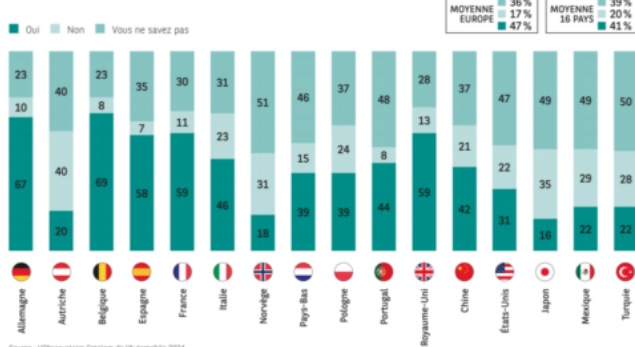
Si 66% des personnes interrogées pensent que les ZFE sont une bonne mesure, dans les pays où elles sont implantées, comme la France et la Belgique, elles y comptent 50% de réfractaires. En outre, selon 8 personnes sur 10, cette mesure est jugée comme injuste pour les ménages aux faibles revenus qui ne seront pas en mesure de remplacer leur véhicule. Enfin, près de 6 personnes sur 10 (57%) poussent le raisonnement à son extrême en estimant que les ZFE sont irréalistes et espèrent qu'elles ne verront jamais le jour. L'esprit contestataire (et réfractaire) français reste vivace puisqu'un sur 2 persistera à circuler dans les ZFE au volant de son véhicule banni, un esprit de révolte également partagé par les Allemands.

La confusion, associée au scepticisme, règne donc au sujet des ZFE. Il en est de même, voire davantage, à propos des réglementations concernant les motorisations. En effet, seulement la moitié des consommateurs (49%) est au courant de l'interdiction de la vente des véhicules thermiques (essence, gazole, hybride) dans 10 à 15 ans pour lutter contre la pollution de l'air.

Ecrit par le 4 avril 2025

LES ZFE : INJUSTES POUR 82% DES EUROPÉENS

Selon vous, y a-t-il actuellement des zones de ce type (ZFE) dans votre pays ?
À tous. En %

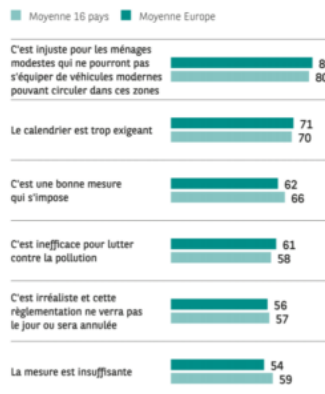


Source : L'Observatoire Cetelem de l'Automobile 2024

OBSERVATOIRE
Cetelem

Etes-vous d'accord ou non avec chacune des affirmations suivantes concernant ces zones de restriction mises en place pour améliorer la qualité de l'air (ZFE) ?

Part des répondants ayant répondu « Tout à fait d'accord » et « Plutôt d'accord ». En %.



Source : L'Observatoire Cetelem de l'Automobile 2024

AUTO
100%

Comme pour les ZFE, la principale critique porte sur une injustice non pas collective, mais associée à l'individu ou à la sphère familiale avec près de 8 personnes sur 10 (78%) qui soulignent que les ménages seraient les premiers pénalisés en ne pouvant pas revendre leur véhicule thermique avec comme conséquence l'impossibilité de se déplacer. C'est à nouveau en France (85%), mais aussi en Belgique (83%), que cette injustice est la plus fortement ressentie.

Alors que les mesures les plus coercitives, au moins en Europe, ne se profilent pas avant 2035, 7 automobilistes sur 10 estiment cependant que le calendrier de leur mise en œuvre est trop resserré. Français (75%) et Belges (74%) vilipendent ce manque de temps, rejoints par les Espagnols (72%). Dans un même élan, ils sont 6 sur 10 (61%) à pointer l'irréalisme de cette réglementation qui ne devrait pas voir le jour ou qui devrait être annulée selon eux, ainsi que leur inefficacité pour lutter contre la pollution (57%). Néanmoins, plus de 6 personnes sur 10 (63%) pensent que c'est une bonne mesure, la moitié d'entre eux affirment même qu'elle est insuffisante (55%).

La voiture électrique joue les premiers rôles...mais pose question

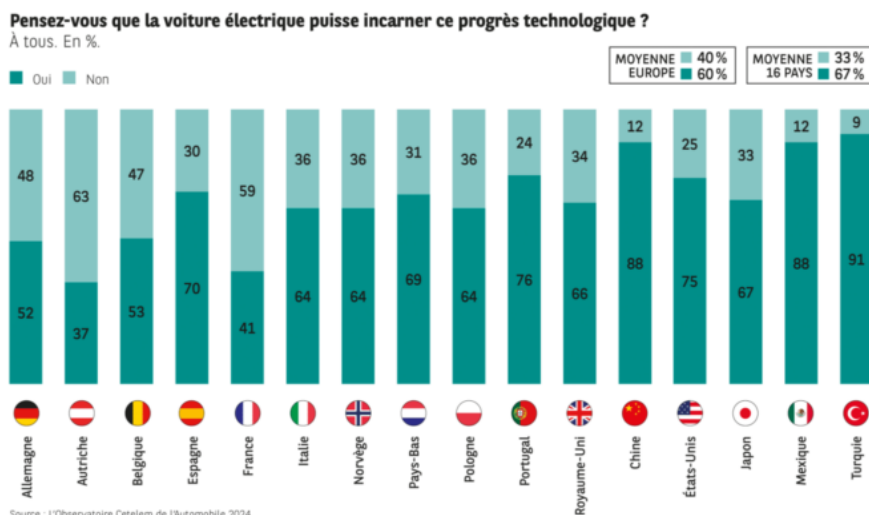
Malgré un contexte économique tendu et le durcissement des réglementations, majoritairement, un monde sans voiture n'est pas envisagé. Seulement 1 personne sur 5 (20%) estime que demain sa place sera moins importante qu'aujourd'hui, des opinions exprimées surtout en Europe (22%), et particulièrement en France (29%).

72% des Français pensent que le progrès technologique fera émerger une voiture plus vertueuse, mais seuls 4 d'entre eux sur 10 (41% contre 67% au niveau monde) voient dans le véhicule électrique son

Ecrit par le 4 avril 2025

incarnation et qui, à terme, va complètement remplacer la voiture thermique (38% contre 54% dans le monde).

VOITURE ÉLECTRIQUE : L'OMBRE D'UN DOUTE



Pour la première fois, les véhicules électriques arrivent en tête des intentions d'achat. Ainsi, ceux qui souhaitent acheter une voiture sont plus d'un sur 3 (32%) à envisager de choisir une motorisation électrique. En ajoutant à ce chiffre celui des acheteurs déclaratifs de voitures hybrides, rechargeables (25%) ou non (16%), il s'agit d'une vraie bascule du marché. A noter que la France est le pays avec la Belgique, l'Autriche, et la Pologne où les intentions d'achat d'un véhicule électrique sont les moins affirmées (aux alentours de 20%). Comme toujours, le blocage est d'abord économique : pour près de la moitié des personnes interrogées (48%), le prix d'un véhicule électrique est trop élevé, avec surtout les Néerlandais (62%) et les Français (53%) pour le souligner. Viennent ensuite les craintes de rencontrer des difficultés pour recharger son véhicule (36%), et que l'autonomie de celui-ci soit trop limitée par rapport à leurs besoins (31%), cette préoccupation est particulièrement importante chez les Français (42%).

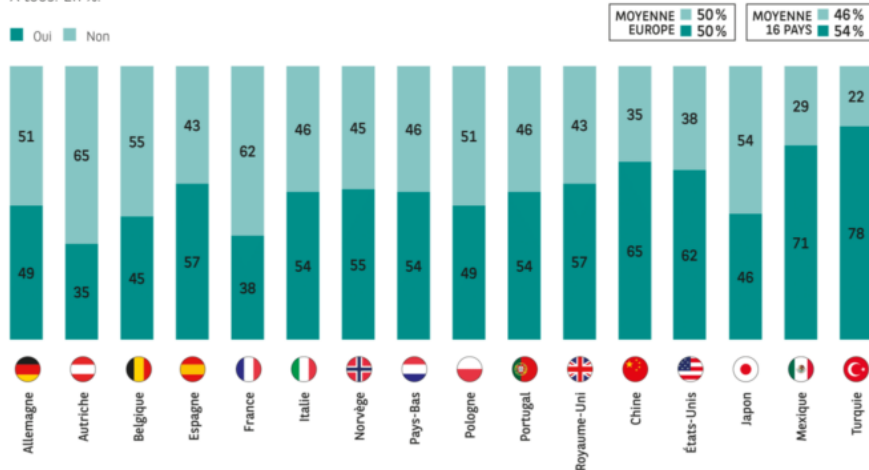
La problématique du coût ne se limite pas au seul achat, mais s'étend aussi à l'usage du véhicule électrique. Confrontés à l'augmentation récente, et potentiellement future, du prix de l'électricité, les automobilistes s'interrogent. Les trois quarts d'entre eux (74%, et 77% des Français) voient dans cette perspective un usage plus coûteux que celui d'un véhicule doté d'une motorisation traditionnelle. Plus encore que la prééminence programmée du véhicule électrique, les automobilistes remettent en cause son utilisation en raison d'une production énergétique qu'ils prévoient insuffisante. Sans doute sous

Écrit par le 4 avril 2025

l'influence évidente de la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine, plus de 6 Européens sur 10 (62%) et plus de 7 Français sur 10 (71%) affichent ce point de vue.

VOITURE ÉLECTRIQUE : L'OMBRE D'UN DOUTE

Pensez-vous que la voiture électrique va à terme complètement remplacer la voiture thermique ?
À tous. En %.



Source : L'Observatoire Cetelem de l'Automobile 2024.



Pour passer du thermique à l'électrique, 8 personnes interrogées sur 10 (79%) jugent indispensable le versement d'aides par les pouvoirs publics. Or, un peu plus de la moitié des automobilistes (54%) ne savent pas s'il en existe dans leur pays et ils sont plus de 7 sur 10 (72%) à les trouver trop confuses. Français (80%) et Polonais (79%) sont les plus nombreux à dénoncer cette complexité souvent d'ordre administratif.

Véhicule électrique : la Chine contre le reste du monde

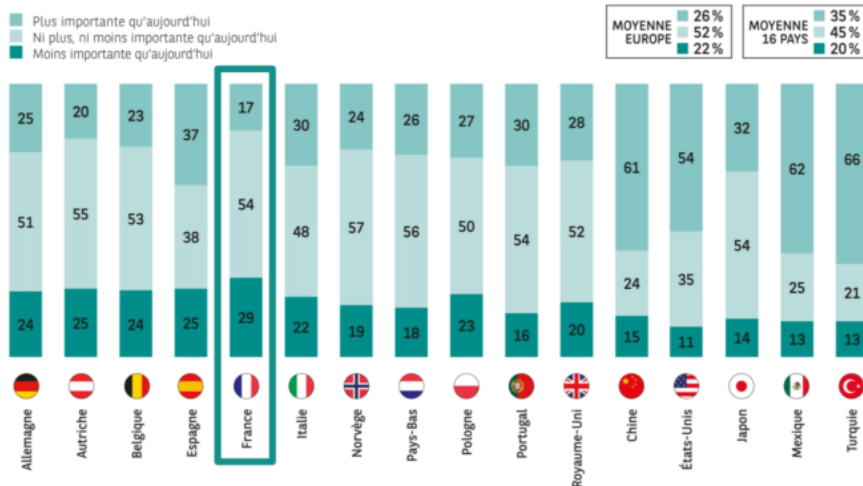
Avec plus de 20 marques qui ont vu le jour en un peu plus de 20 ans, le marché chinois et de ses marques connaissent une croissance exponentielle. Pourtant, il souffre d'un déficit d'image. En effet, un peu moins d'1 sondé sur 2 et moins de 4 Français sur 10 (39%) ont une opinion favorable des marques du premier pays constructeur mondial. A l'opposé avec 90% des personnes interrogées qui en ont une bonne opinion, les marques européennes jouissent d'une cote impressionnante, eu égard notamment à leur antériorité sur l'ensemble des marchés.

Ecrit par le 4 avril 2025

LA FRANCE SE DISTINGUE

D'après vous dans cinq ans, quelle sera la place de la voiture dans votre pays ?

À tous. En %.



Source : L'Observatoire Cetelem de l'Automobile 2024

OBSERVATOIRE Cetelem



AUTO 100%

A la question de savoir si les automobilistes sont prêts à les acheter, là aussi une préférence est accordée aux marques européennes pour un peu plus de 8 personnes interrogées sur 10. Les marques chinoises continuent de fermer la marche, avec 4 personnes sur 10, et près de 3 Français sur 10 (28%) prêts à acheter un de leurs modèles.

« Cette nouvelle édition de l'Observatoire Cetelem montre que les automobilistes sont dans l'expectative à maints égards, jusqu'à faire preuve de suspicion et de scepticisme. Il appartient à nombre de constructeurs de clarifier leur politique industrielle et commerciale, ainsi que leur communication, afin de ne pas subir définitivement une concurrence qui a souvent un temps d'avance sur la question électrique. De même qu'il revient aux pouvoirs publics d'adopter une ligne claire et stable, sans atermolement, pour faciliter la transition énergétique du monde automobile. » conclut [Flavien Neuvy](#), directeur de l'Observatoire Cetelem.

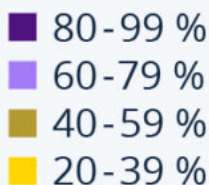
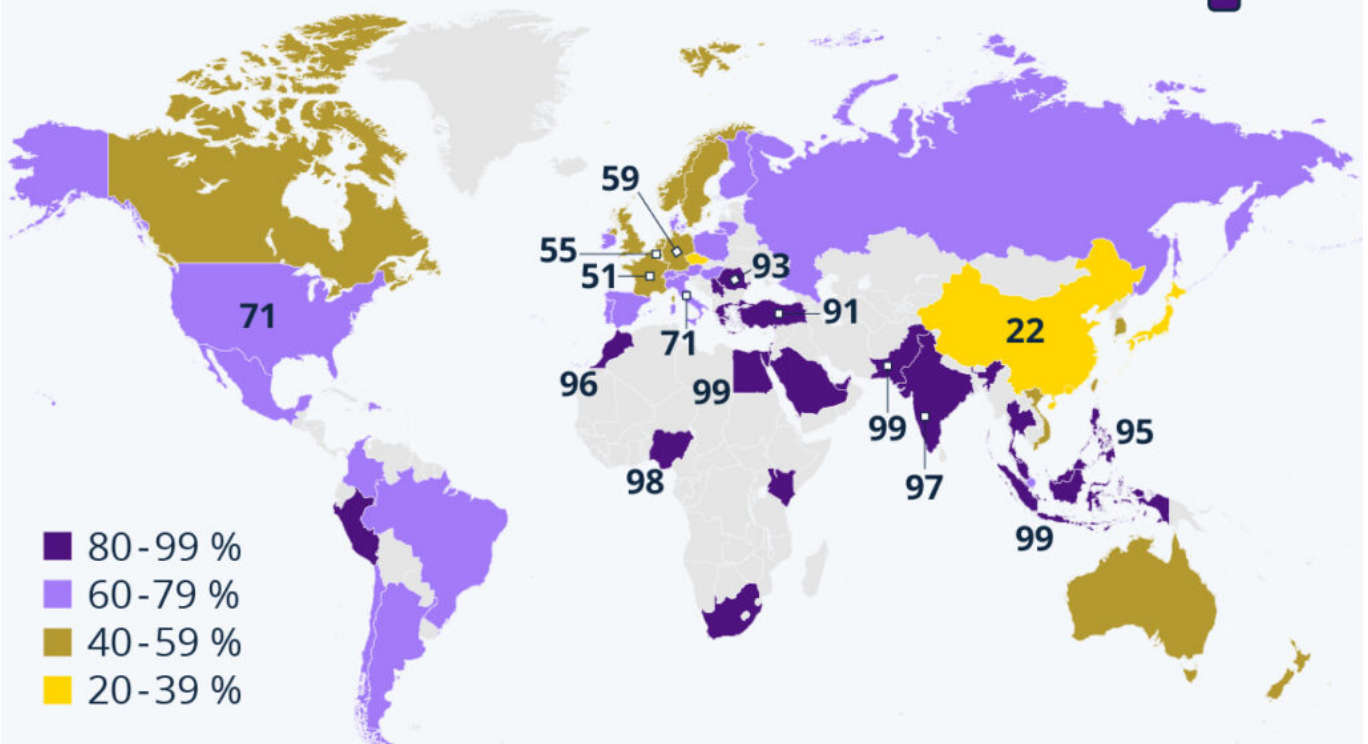
**Méthodologie : Les analyses économiques et marketing ainsi que les prévisions ont été réalisées en partenariat avec la société d'études et de conseil C-Ways spécialiste du Marketing d'Anticipation. Les terrains de l'enquête consommateurs quantitative ont été conduits par Toluna Harris Interactive du 28 juin au 17 juillet 2023 dans 16 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Chine, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni et Turquie. Au total, 15 000 personnes ont été interrogées en ligne (mode de recueil CAWI). Ces personnes âgées de 18 à 65 ans sont issues d'échantillons nationaux représentatifs de chaque pays. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas (sexe, âge). 3 000 interviews ont été réalisées en France et 800 dans chacun des autres pays.*

Où est-on le plus - et le moins - religieux?

Ecrit par le 4 avril 2025

Une question de foi

Part des répondants disant suivre une religion dans une sélection de pays (en %)



Base : entre 2 000 et 60 000 adultes (18-64 ans) interrogés par pays entre avril 2022 et juin 2023.

Source : Statista Consumer Insights



statista

La [religion](#) joue un rôle prépondérant dans la vie de milliards de personnes autour du globe. Cependant, comme le montre notre infographie, la part des personnes se déclarant religieuses varie fortement de pays en pays.

D'après les données des [Consumer Insights](#) de Statista, seulement 22 % de la population adulte

Ecrit par le 4 avril 2025

interrogée en Chine affirment ainsi suivre un type de croyance religieuse, le taux le plus bas parmi les 56 pays inclus dans l'étude. À l'extrême opposé se trouvent l'Indonésie, l'Égypte et le Pakistan, où 99 % des participants déclarent avoir une affiliation religieuse.

En Europe, la République tchèque (27 %) est le pays qui compte le moins de personnes se déclarant croyantes, tandis que la Roumanie se distingue comme le plus religieux (93 %). Dans l'Hexagone, 51 % des personnes interrogées affirment adhérer à une croyance. Nos voisins belges (55 %), allemands (59 %), espagnols (62 %) et suisses (69 %) affichent quant à eux des valeurs supérieures.

Le Chili est le pays d'Amérique latine avec la population la moins religieuse, malgré près de sept répondants sur dix se décrivant comme croyants. La nation la plus pieuse de la région est le Pérou, où 82 % des participants à l'enquête déclarent appartenir à une religion.

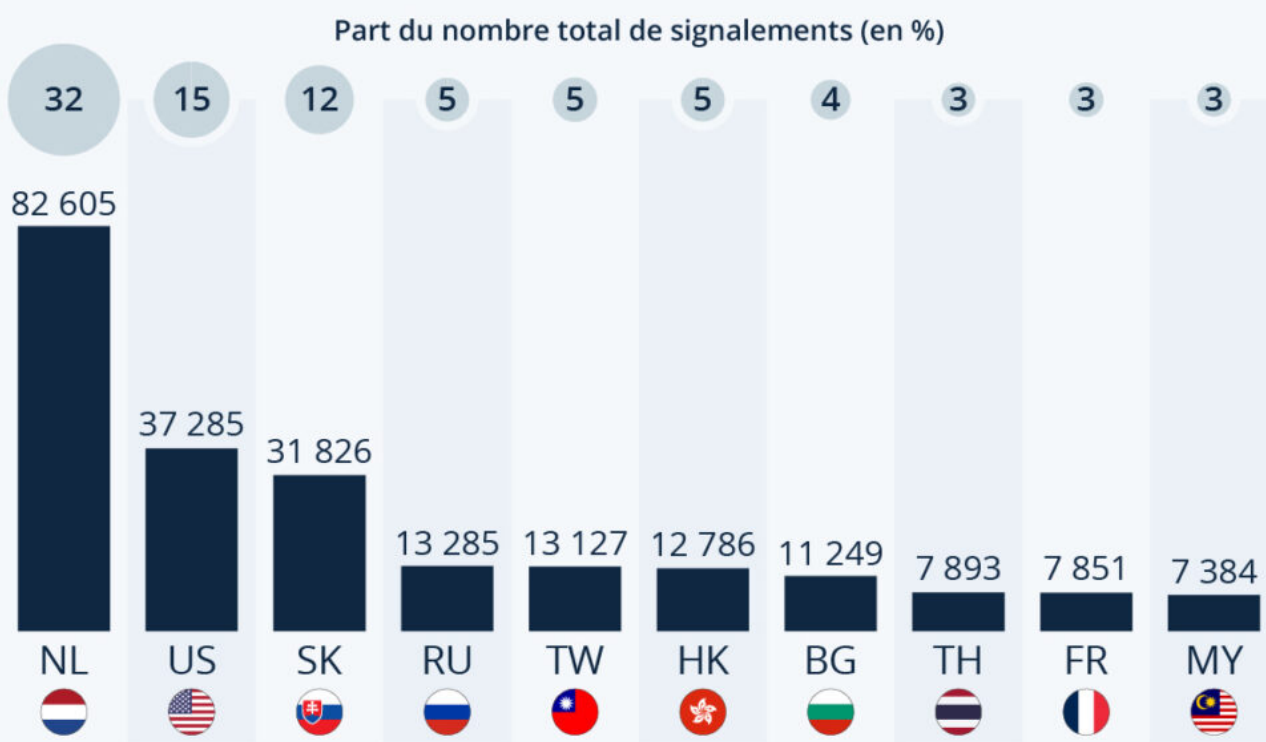
Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Les pays qui hébergent le plus d'URL signalés pour leur contenu pédocriminel

Ecrit par le 4 avril 2025

Contenu pédocriminel : où sont hébergés les URL signalés ?

Nombre d'URL signalés confirmés comme contenant des abus sexuels sur des enfants en 2022, par pays hébergeur



Source : Internet Watch Foundation



statista

En 2022, un tiers de tous les sites internet signalés à l'ONG Internet Watch Foundation (IWF) pour leur contenu pédocriminel étaient hébergés sur des serveurs situés aux Pays-Bas. C'est en tout cas ce que révèle le plus récent rapport de l'organisation de surveillance du net basée au Royaume-Uni. L'année dernière, 375 230 signalements ont été évalués par l'IWF, et 255 588 ont été confirmés comme contenant des images d'abus sexuels sur des enfants, ayant des liens vers ces images, ou en faisant la publicité.

Ecrit par le 4 avril 2025

Après avoir évalué si une image ou une vidéo ne respecte pas la loi, l'IWF retrace l'URL jusqu'à l'emplacement du serveur physique sur lequel le contenu est hébergé. L'ONG contacte ensuite le gouvernement et les services de police du pays, et collaborent également avec des organisations internationales telles qu'Europol et Interpol, afin de faire supprimer les contenus criminels.

Selon le rapport, en 2022, près de trois URL sur cinq (59 %) signalés comme contenant des image d'abus sexuels sur enfants étaient hébergés dans les États membres de l'UE. Si les Pays-Bas et les États-Unis ont tous deux enregistré un nombre élevé de signalements l'année dernière, les deux pays ont tout de même constaté une diminution de la proportion d'URL qu'ils hébergeaient par rapport à l'année précédente (de 41 % en 2021 à 32 % en 2022 aux Pays-Bas, et de 21 % en 2021 à 15 % en 2022 aux États-Unis).

Valentine Fourreau pour [Statista](#)

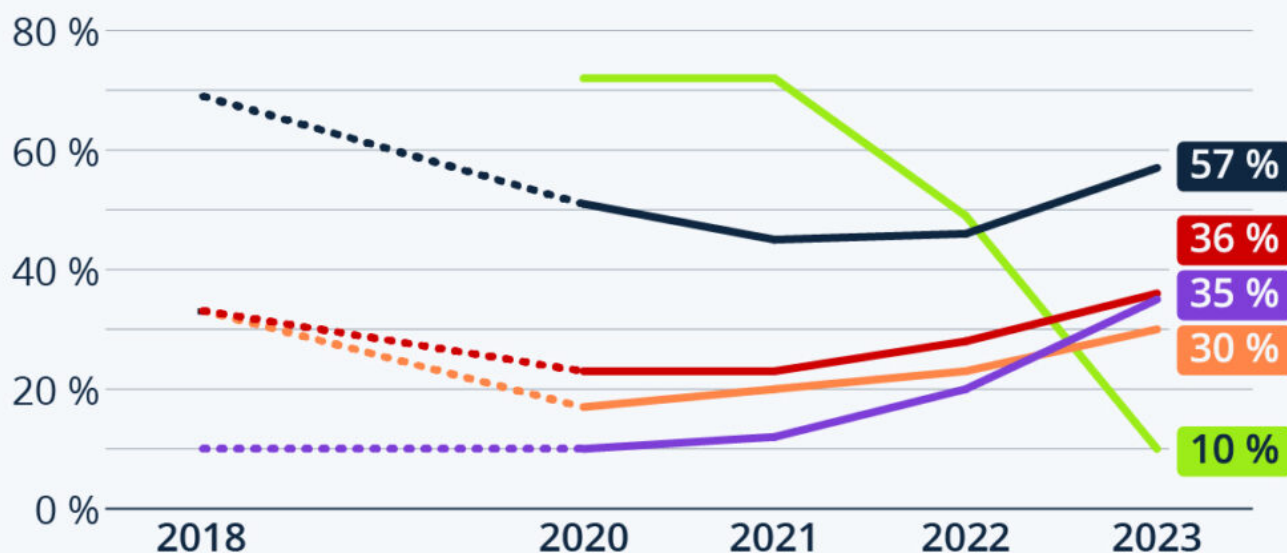
Quelles sont les principales préoccupations des Français en matière de santé ?

Ecrit par le 4 avril 2025

Les principales préoccupations de santé des Français

Part des répondants pour qui les maladies/troubles suivants constituent le principal problème de santé en France

— Cancer — Coronavirus * — Obésité — Santé mentale — Stress



* ajouté en 2020.

Base : environ 1 000 adultes (18-74 ans) interrogés par année.

Source : Ipsos Global Health Service Monitor 2023



statista

Selon une [enquête Ipsos](#) réalisée en 2023, si le cancer reste la principale préoccupation des Français en matière de santé, plus d'un tiers des personnes interrogées ont désigné la santé mentale ou le stress comme problème de santé le plus important en France. Si cela représente un niveau relativement constant pour le stress, le nombre de personne ayant désigné la santé mentale comme préoccupation principale a fortement augmenté ces dernières années, passant de 10 % en 2018-2020, à 12 % en 2021,

Ecrit par le 4 avril 2025

puis 20 % en 2022.

Comme le montre notre graphique, 57 % des personnes interrogées en France cette année ont déclaré qu'elles pensaient que le cancer était le principal problème de santé auquel les habitants du pays étaient confrontés, contre 46 % en 2022, dépassant maintenant très largement le coronavirus. Alors que ce dernier était considéré comme le principal problème de santé par près de trois quarts des personnes interrogées en France lors des deux premières années de la pandémie, la perception du danger que représente le virus a aujourd'hui dramatiquement diminué : seulement 10 % des personnes interrogées considèrent qu'il s'agit du problème de santé le plus important, loin derrière l'obésité (30 %).

Selon les données de l'enquête, les préoccupations par rapport à la santé mentale sont actuellement plutôt élevées dans le monde. Dans les 31 pays interrogés par Ipsos dans le cadre du Global Health Service Monitor, 44 % des personnes en moyenne ont déclaré que la santé mentale était le principal problème de santé dans leur pays. Viennent ensuite le cancer (40 %), le stress (30 %), l'obésité (25 %) et la toxicomanie (22 %).

La Suède et le Chili se distinguent par des niveaux d'inquiétude particulièrement élevés en matière de santé mentale en 2023 (respectivement 67 % et 66 %). Par ailleurs, le cancer est le problème de santé le plus cité en Inde (59 %), l'obésité au Mexique (62 %) et le stress en Corée du Sud (44 %).

Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Un rapport du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes accable l'industrie pornographique

Ecrit par le 4 avril 2025

Pornocriminalité : des chiffres accablants

Présence d'actes de violence dans les films pornographiques hébergés par Pornhub, XVideos, Xnxx et Xhamster

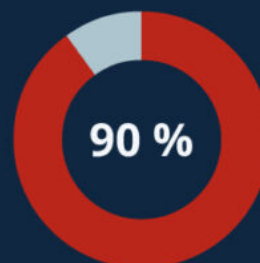
Des 50 vidéos les plus vues :



Présentent des
agressions verbales

48 %

Au total :



Contiennent des violences
physiques ou verbales
pénalement répréhensibles

Plus de 1,4 million des vidéos présentes sur les quatre sites les plus consultés en France font référence à de graves actes de violences sexistes et sexuelles.

La pornographie "hardcore" répond à la définition juridique d'acte de torture et de barbarie.

Données compilées par le HCE d'après une série d'enquêtes menées en 2022-2023.
Source : Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes



statista 

90 % des vidéos pornographiques hébergées par les quatre sites les plus visités en France - Pornhub, XVideos, Xnxx et Xhamster - présentent des actes non simulés de violence physique, sexuelle ou verbale envers des femmes. C'est en tout cas l'une des conclusions d'un [rapport](#) présenté la semaine dernière par le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, après plus d'un an et demi de travail. Ce rapport dresse un portrait peu flatteur de l'industrie pornographique : l'étude estime que plus de 1,4

Écrit par le 4 avril 2025

million de vidéos contiennent des pratiques sadiques ou des actes de violences sexistes ou sexuelles, et 1,5 utilisent des catégories racistes. Le rapport pointe aussi du doigt l'inaction des autorités face à la pornocriminalité. Un test réalisé en procédant au signalement de 35 vidéos auprès de Pharos, la plateforme gouvernementale censée lutter contre les contenus et comportements illicites en ligne, n'a apporté aucun résultat : aucun des signalements n'a été suivi d'effet, malgré l'extrême violence des actes présents dans ces vidéos, dont certains répondent à la définition juridique des actes de torture et de barbarie. Par ailleurs, le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes dresse un constat inquiétant : 51 % des garçons âgés de 12-13 ans consommeraient de la pornographie chaque mois.

Le HCE a émis une série de recommandations pour faire évoluer la loi et ainsi mieux lutter contre les violences pornocriminelles, l'exploitation sexuelle et la diffusion de contenus pornographiques illicites. Le rapport préconise également plus d'éducation contre la normalisation de ces actes de violence.

Valentine Fourreau pour [Statista](#)

L'exposition des jeunes à la pornographie laisse des traces dans les corps comme dans les esprits

Ecrit par le 4 avril 2025

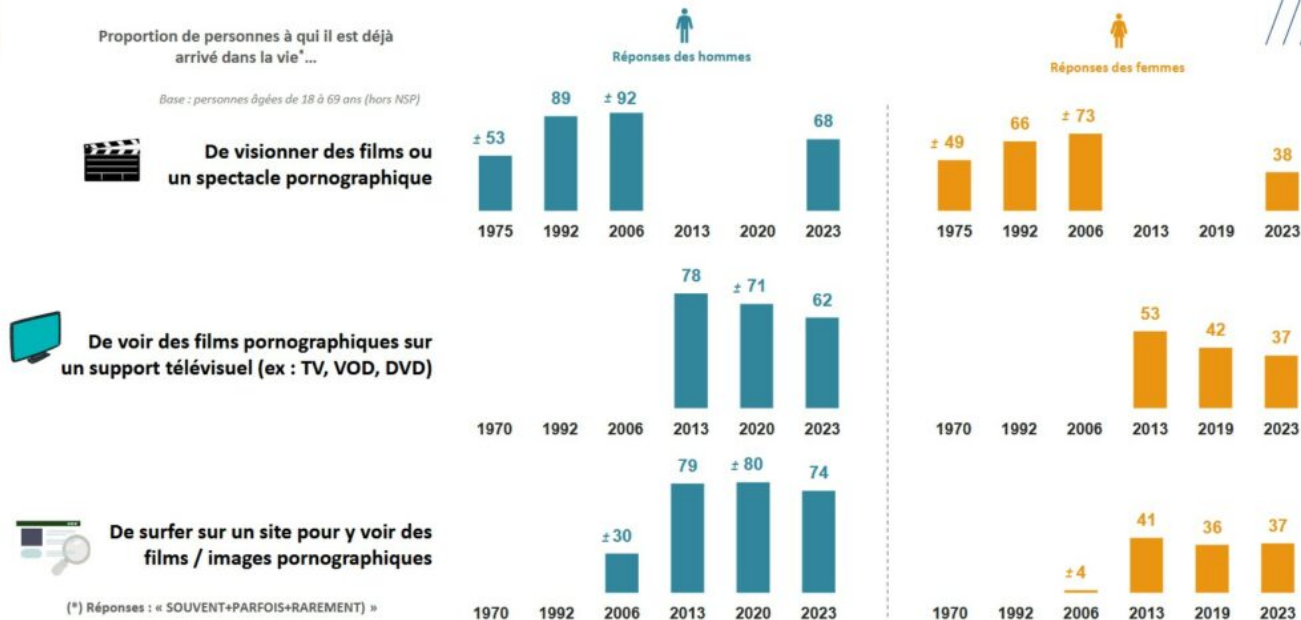


Selon les données diffusées par l'Arcom (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique), 2,3 millions de mineurs fréquentent chaque mois des sites pornographiques en France. Un chiffre non seulement en hausse, mais qui concerne une population de plus en plus jeune.

A l'heure où le tribunal judiciaire de Paris vient de reporter sa décision d'imposer ou non le blocage des principaux sites X aux moins de 18 ans, l'agence spécialisée en data Flashes et le média dédié à l'actualité numérique 01Net ont confié le soin à l'Ifop d'interroger les Français sur leur rapport à la pornographie. [Cette enquête](#) confirme notamment la précocité à laquelle de très nombreux jeunes sont confrontés à contenus pornographiques, et met en exergue les conséquences qu'une telle exposition peut engendrer sur leur sexualité.

Ecrit par le 4 avril 2025

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE PORNOGRAPHIE SUR « VIDEO »



Ainsi, plus du tiers (35%) des jeunes hommes âgés de 18 à 24 ans ont surfé sur un site pornographique avant leurs 13 ans contre 12% il y a 10 ans.

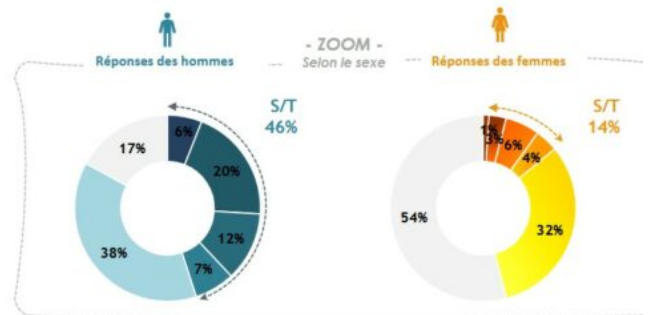
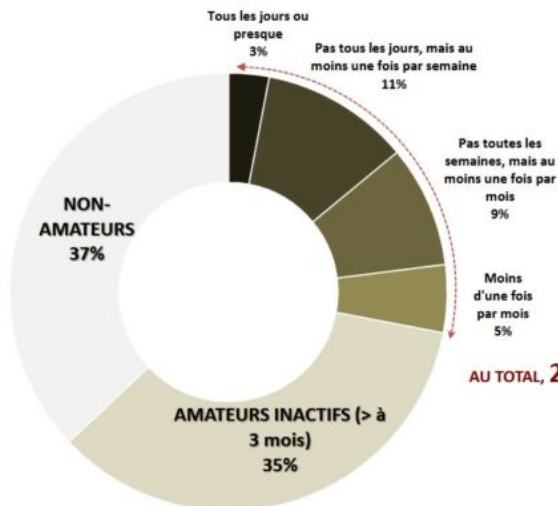
L'évolution depuis 2013 est également flagrante chez les jeunes femmes de la même tranche d'âge : elles sont aujourd'hui 19% à avoir été exposées à du contenu X avant leurs 13 ans contre 9% il y a 10 ans.

Ecrit par le 4 avril 2025

LA FRÉQUENCE DE FRÉQUENTATION DES SITES PORNOGRAPHIQUES auprès de l'ensemble des Français(es)

Q : Personnellement, quand avez-vous surfé sur un site pornographique pour la dernière fois ? Au cours des trois derniers mois, en moyenne, à quelle fréquence avez-vous surfé sur un site pour y voir des films ou des images pornographiques ?

Base : personnes âgées de 18 à 69 ans (1664)



AU TOTAL, 28% DES FRANÇAIS ÂGÉS DE 18 À 69 ANS ONT SURFÉ SUR UN SITE X AU COURS DES TROIS DERNIERS MOIS

© IFOP 2023 |

La pornographie comme apprentissage

Plus de la moitié des 18-24 ans (54% chez les hommes, 51% chez les femmes) indiquent que la pornographie a joué un rôle dans leur apprentissage de la sexualité. C'est 18 points de plus que la moyenne des adultes (35%).

Par ailleurs, 42% des Français.es ayant déjà visionné une vidéo pornographique ont reproduit des scènes ou des positions vues à l'écran (c'est le cas de 54% des moins de 25 ans) et 41% s'en sont inspirés pour leurs pratiques sexuelles (48% chez les moins de 25 ans).

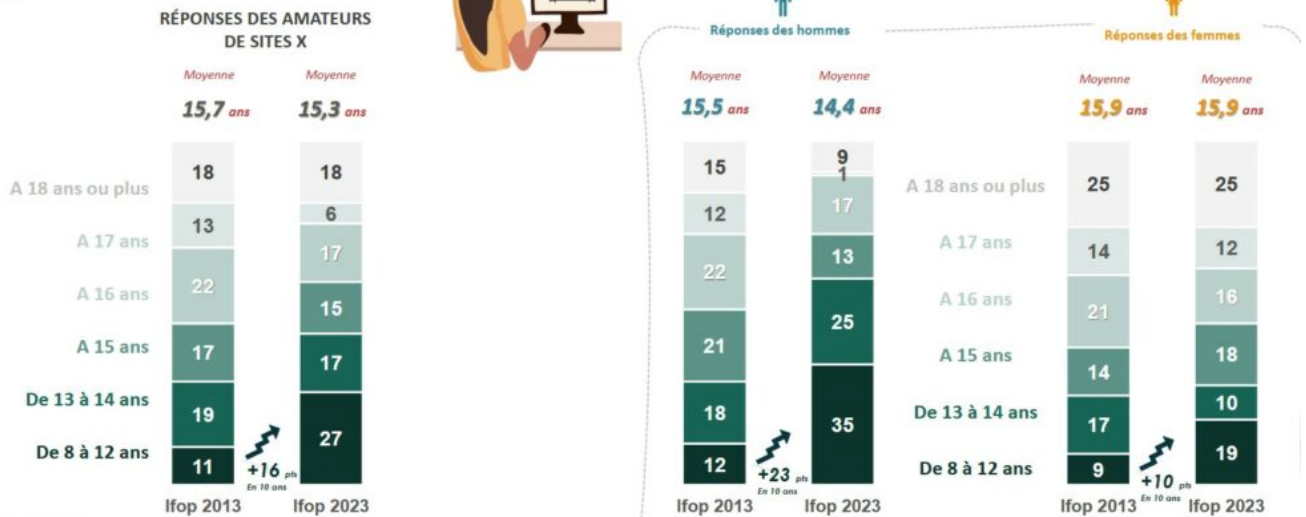
Ecrit par le 4 avril 2025

EVOLUTION DE L'ÂGE DU PREMIER VISIONNAGE D'UN CONTENU PORNOGRAPHIQUE SUR UN SITE X CHEZ LES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS

Q : Personnellement, quel âge aviez-vous la première fois que vous avez « surfé sur un site pour y voir des films ou des images pornographiques » ?
 Base : personnes de 18 à 24 ans ayant déjà surfé sur un site pornographique



- ZOOM -
Selon le sexe



Étude Ifop réalisée pour CAM4 par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 9 septembre 2013 auprès d'un échantillon de 2021 personnes, représentatif de la population âgée de 15 à 24 ans vivant en France métropolitaine. Les résultats faisant référence à cette enquête sont issus des réponses des jeunes âgés de 18 à 24 ans. La formulation était la suivante : « Quel âge aviez-vous la première fois que... Vous avez visionné des films à caractère pornographique ? ».

© IFOP 2023

Le X, source de complexes physiques

Confrontés à des anatomies souvent hors normes, les amateurs de pornographie peuvent nourrir des complexes vis-à-vis de leur propre physique. Ainsi, 30% des hommes (51% chez les moins de 25 ans) disent avoir complexé sur la taille de leur pénis et 22% des femmes (39% chez les moins de 25 ans) sur la taille de leurs seins.

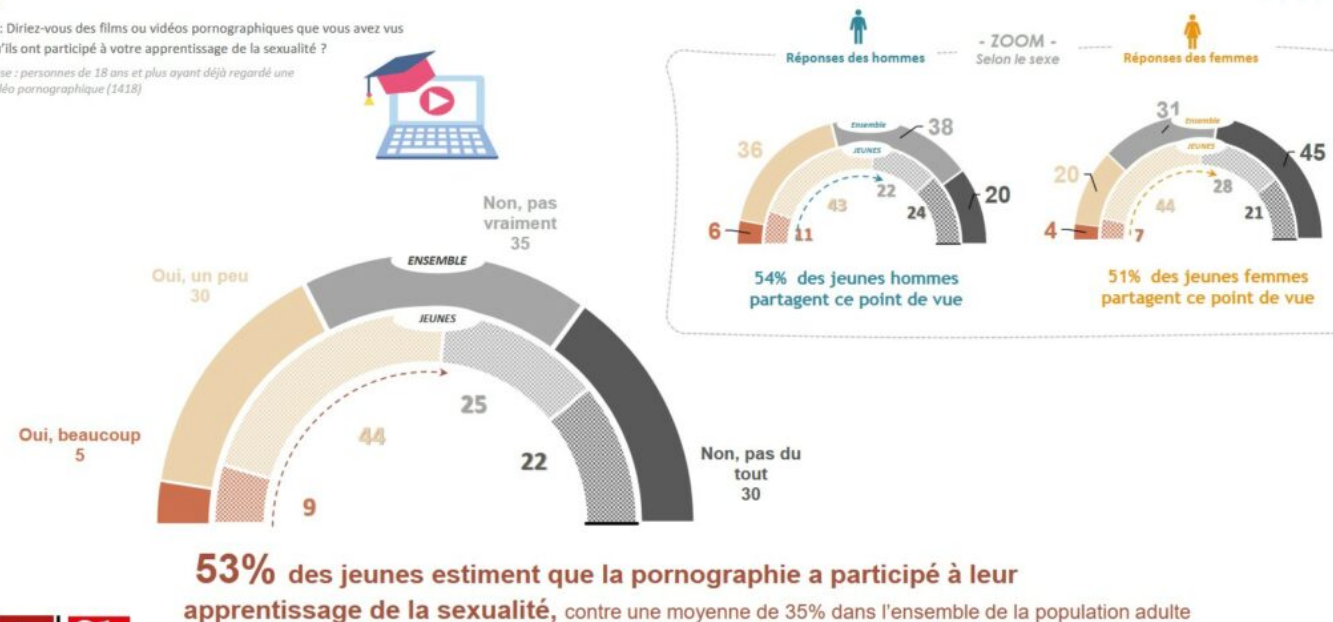
La comparaison de la forme de leurs organes génitaux avec ceux présentés dans les productions X est également source de troubles. Les jeunes femmes sont ainsi 39% à avoir ressenti un complexe relatif à la forme de leur vulve en visionnant un contenu pornographique.

Ecrit par le 4 avril 2025

LE RÔLE DE LA PORNOGRAPHIE DANS L'APPRENTISSAGE DE LA SEXUALITÉ

Q : Diriez-vous des films ou vidéos pornographiques que vous avez vus qu'ils ont participé à votre apprentissage de la sexualité ?

Base : personnes de 18 ans et plus ayant déjà regardé une vidéo pornographique (1418)



© IFOP 2023 |

Au-delà des seuls organes génitaux, la confrontation avec les corps des actrices et acteurs de l'industrie pornographique est de nature à engendrer de tels complexes : le tiers des femmes (33%) et près du quart des hommes (22%) en font état. Là encore, les jeunes sont particulièrement exposés, plus de la moitié (54%) des jeunes femmes de moins de 25 ans se disant concernées, qu'il s'agisse de leur pilosité ou de la fermeté de leur corps.

Il n'est pas de vidéos pornographiques sans orgasmes bruyants et démonstratifs. Mises en scène qui s'avèrent de nature à faire douter celles et ceux qui les visionnent sur leurs propres capacités à faire jouir leurs partenaires. Une remise en cause qui touche plus les hommes (29%) que les femmes (17%).

« L'impact de la culture porn transparait aussi dans sa capacité à imposer ses représentations du corps et des organes sexuels. »

« Malgré la révolution féministe actuelle et l'essor des discours de type 'bodypositif', le visionnage de films X laisse bien, chez les jeunes, des traces dans les corps comme dans les esprits... Car son impact sur la sexualité des Français ne se limite pas qu'à un visionnage passif d'images pornographiques, constate François Kraus, directeur du pôle 'Genre, sexualités et santé sexuelle' à l'Ifop. Notre enquête confirme le rôle des films X dans la construction de leur imaginaire sexuel, notamment chez des jeunes pour qui ils constituent une source d'apprentissage des pratiques et techniques sexuelles. Et, si nombre

Ecrit par le 4 avril 2025

de jeunes intègrent même les codes et scénographies de la pornographie dans leur répertoire sexuel, ils sont aussi nombreux à être perméables aux représentations du corps véhiculées par ces vidéos. En effet, l'impact de la culture porn transparait aussi dans sa capacité à imposer ses représentations du corps et des organes sexuels telles que les formes de vulves 'parfaites' et épilées totalement, indissociables d'un univers pornographique qui les ont popularisées ces dernières années. En cela, la restriction de l'accès au porn aux mineurs ne doit pas être perçue comme l'expression d'une 'panique morale' des parents, mais bien comme un moyen de réduire l'influence d'une culture porn génératrice d'anxiété, de complexes corporels et de divers scripts sexuels sexistes. »

**Étude IFOP pour 01net réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 13 au 17 avril 2023 auprès d'un échantillon de 2 006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.*

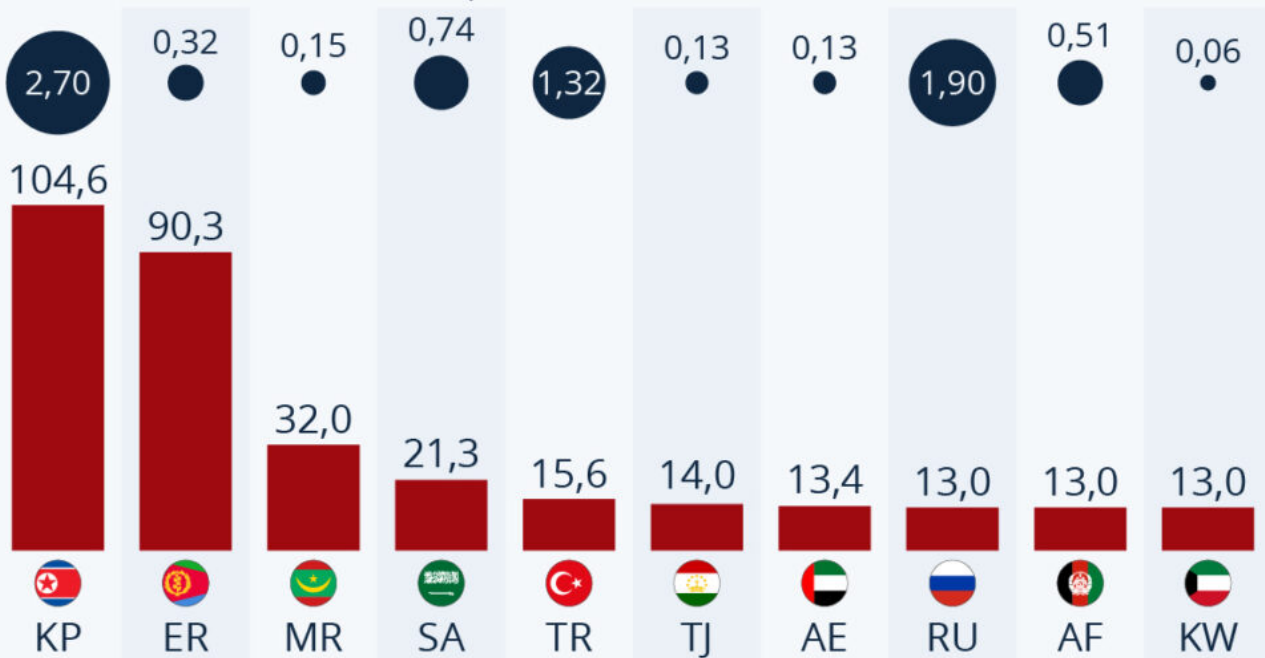
50 millions de personnes sont victimes d'esclavage moderne

Ecrit par le 4 avril 2025

Où l'esclavage moderne est le plus répandu

Estimation du nombre de personnes vivant dans des situations d'esclavage moderne pour 1 000 habitants par pays

● Nombre de personnes concernées (en millions)



Données de 2021.

Source : Walk Free Foundation



statista

Selon les dernières estimations de l'ONG [Walk Free](https://www.walkfree.org/), autour de 50 millions de personnes vivaient en situation d'esclavage moderne dans le monde en 2021, soit une hausse de 10 millions par rapport à 2016. Cette estimation rend plus précisément compte du nombre de victimes de travail forcé, de mariage forcé, de trafic humain et d'exploitation sexuelle.

Écrit par le 4 avril 2025

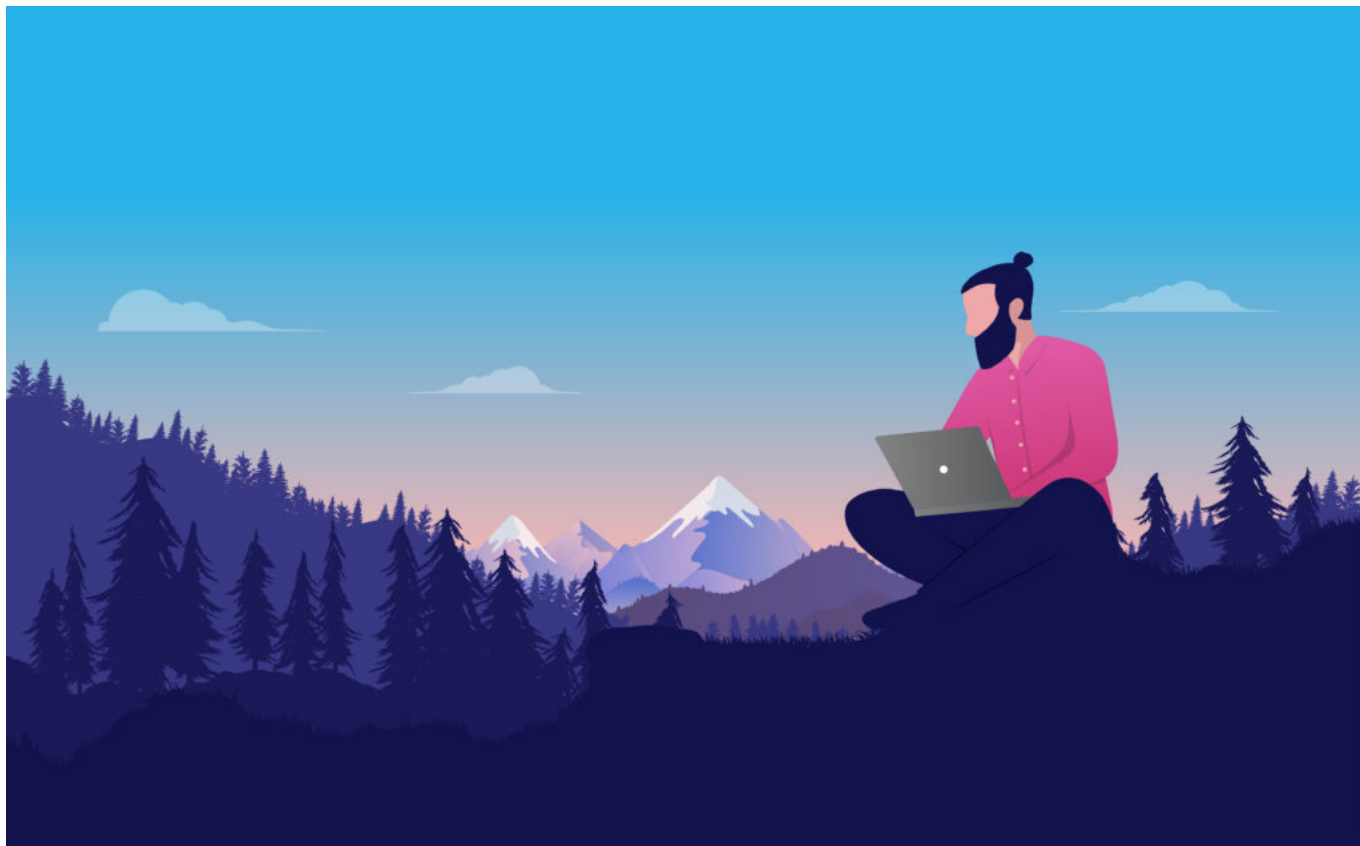
Comme le note l'organisation, l'esclavage moderne est présent dans tous les pays du monde, mais la manière dont il se manifeste dépend d'une combinaison de facteurs, comme la taille et la répartition des groupes vulnérables au sein d'une population, et la manière dont les gouvernements réagissent face aux formes d'exploitation. Dans certains cas, le travail forcé est perpétré par l'État, laissant peu de recours aux victimes. Les plus vulnérables - les femmes, les enfants et les [migrants](#) - sont touchés de manière disproportionnée.

Comme le montre notre graphique ci-dessous, les pays où la prévalence de l'esclavage moderne est la plus élevée sont la Corée du Nord et l'Érythrée, où respectivement 105 et 90 personnes sur 1000 seraient victimes de cette atteinte grave aux droits humains. On trouve ensuite la Mauritanie (32 sur 1000), l'Arabie saoudite (21 sur 1000) et la Turquie (près de 16 sur 1000). À l'autre extrémité de l'échelle, les pays où ce fléau est le moins répandu sont la Suisse, la Norvège et l'Allemagne, avec moins de 1 personne sur 1000 concernée. La France et les États-Unis affichent de leur côté un taux respectif de 2 et 3 victimes pour 1000 habitants.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Les freelances poussent leurs pions en entreprise

Ecrit par le 4 avril 2025



Qu'ils soient fraîchement diplômés ou cadres confirmés, ils sont de plus en plus nombreux à quitter les rangs du salariat pour proposer leur expertise en tant que freelance, à des entreprises tout aussi séduites par cette alternative. Si ce choix est rarement regretté, c'est un parcours souvent semé d'embûches...

[Cegelem, spécialiste du portage salarial](#), a fait appel à [les Echos Etudes](#) pour dresser un panorama des nouveaux enjeux et de l'avenir du 'freelancing' en France. L'étude*, menée auprès de 270 freelances et 100 entreprises, montre à quel point le travail indépendant s'ancre durablement dans la vie des entreprises. Mais elle révèle aussi une réalité parfois plus complexe qu'il n'y paraît.

Une soif d'indépendance et d'autonomie

Reflète d'une transformation profonde du monde du travail, le statut de freelance séduit un nombre croissant de travailleurs, en quête de sens et d'un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle. Interrogés sur les raisons qui les ont poussés à devenir indépendants, six freelances sur dix mettent en avant le fait de pouvoir aménager librement leur temps de travail et 45% de pouvoir choisir eux-mêmes leurs clients et leurs missions. L'attente d'une meilleure rémunération n'est entrée en ligne de compte que pour moins d'un freelance sur quatre.

La crise sanitaire a, pour beaucoup, servi de catalyseur : 44% des freelances en activité depuis moins de deux ans estiment que la pandémie a joué un rôle clé dans leur décision.

Ecrit par le 4 avril 2025

Quelle que soit leur ancienneté, les freelances regrettent rarement leur choix : 85% d'entre eux sont satisfaits de leur situation.

« La crise sanitaire a, pour beaucoup, servi de catalyseur. »

Un levier de performance des entreprises

Cette vague du freelancing trouve, aujourd'hui plus que jamais, un écho favorable au sein des entreprises. Confrontées à une pénurie de talents et à un besoin croissant de flexibilité, elles sont de plus en plus nombreuses à faire appel à leurs services. Une relation qu'elles apprécient tout particulièrement, puisque 89% d'entre elles sont satisfaites de leur collaboration avec leurs freelances.

Car loin d'être un collaborateur d'appoint, les freelances constituent aujourd'hui une composante essentielle de la réussite des entreprises. Les deux-tiers d'entre elles ont d'ailleurs pleinement intégré ces ressources externes à leur fonctionnement en faisant régulièrement appel à leurs compétences, pour un tiers qui ne les utilisent que ponctuellement.

Ces freelances leur offrent un vivier d'expertises, dont elles manquent en interne : pour 76% des sociétés interrogées, le recours à des indépendants leur permet avant tout d'accéder à des expertises spécifiques. C'est, de loin, le premier avantage perçu à l'externalisation de certaines missions, devant la souplesse de la formule, citée par 58% des managers sondés. Près d'un tiers des entreprises apprécient également le regard externe qu'apportent les freelances.

Le freelancing semble donc avoir de beaux jours devant lui. Plus de six entreprises sur dix pensent même que l'évolution de la situation économique va les amener à faire davantage appel à des ressources externes les prochains mois.

L'enjeu de pérenniser son activité

Face à cette demande croissante, tous les freelances ne sont pas armés de la même manière. Car l'aventure entrepreneuriale est souvent un parcours semé d'embûches. Au premier rang des difficultés, l'insécurité financière pèse sur un freelance sur deux. L'autre gros point noir, pour 41% des sondés, est leur faible couverture sociale (chômage, garantie prévoyance...).

Des solutions existent néanmoins. Parmi elles, le portage salarial offre une alternative particulièrement bien adaptée mais encore méconnue des freelances. L'enquête révèle ainsi qu'un tiers des indépendants connaissent très mal, voire pas du tout ce statut. Ce chiffre grimpe à 47% chez les moins de 35 ans. Et pourtant, les avantages sont nombreux. Le plus unanimement reconnu, cité par 58% des indépendants, est le gain de temps que permettent les sociétés de portage en gérant les tâches administratives et comptables pour le salarié porté. Le deuxième intérêt, mentionné par 54% des répondants, est qu'il permet de bénéficier des mêmes couvertures sociales que les salariés.

« Un bon moyen de rompre l'isolement. »

Ecrit par le 4 avril 2025

Autre grande difficulté des indépendants, la nécessité de devoir trouver eux-mêmes de nouveaux clients. Sur ce point, les résultats de l'étude réservent quelques surprises. Par exemple, les freelances tendent à sous-estimer le rôle des plateformes de référencement, comme Job Is You, qui se sont développées ces dernières années. Ils ne sont que 13% à les citer parmi les canaux les plus efficaces pour gagner de nouveaux projets, alors que plus d'une société sur trois en fait un levier clé de recrutement de nouveaux freelances.

Pour les aider, les freelances se tournent également vers des communautés. Interrogés sur les grands mouvements qui façonneront l'avenir du travail indépendant, 37% des freelances anticipent que la création de communautés collaboratives et solidaires de freelances sera l'évolution marquante des prochaines années, devant le nomadisme (33%). En se rassemblant ainsi, les indépendants mettent en commun leurs réseaux et démultiplient leur force de frappe pour trouver des nouvelles missions. C'est également un bon moyen de rompre l'isolement, un sentiment exprimé par plus d'un freelance sur quatre.

« Un changement profond dans le rapport au travail. »

« Ces résultats attestent d'un changement profond dans le rapport au travail et les attentes des actifs, explique [Prince Moukoumbouka](#), président de Cegelem. Alors que la quête de sens n'a jamais été aussi centrale, en particulier pour les jeunes générations, le statut d'indépendant offre l'autonomie et la flexibilité que beaucoup recherchent. Le freelancing s'impose d'autant plus comme une tendance de fonds qu'il répond également aux besoins de souplesse et d'expertises des entreprises. Mais l'étude nous rappelle également qu'il faut faire attention à ne pas tout idéaliser. Entre la variabilité des revenus, les difficultés administratives et les incertitudes face au chômage, beaucoup de freelances sous-estiment le besoin d'un accompagnement de proximité pour réussir leur transition. »

**Etude menée en ligne par Les Echos Etudes pour Cegelem. Le terrain a été réalisé du 20 septembre 2022 au 28 octobre 2022.*

Selon les Français, les réseaux sociaux favorisent davantage l'isolement que le lien

Ecrit par le 4 avril 2025

social



L'Observatoire Cetelem et Harris Interactive ont choisi d'explorer au deuxième trimestre 2023 une nouvelle thématique intitulée 'Les réseaux sociaux, pour le meilleur et pour le pire'. La première enquête s'est intéressée aux usages qu'ont les Français des réseaux sociaux et à la façon dont ils les perçoivent.

Des réseaux pas si virtuels

Les géants Facebook, Instagram, Twitter, ou encore Tik Tok sont les réseaux sociaux que les Français connaissent le plus. Cependant, notoriété ne rime pas nécessairement avec popularité : si YouTube (84%) et Whatsapp (72%) jouissent d'une très bonne image, d'autres sont plus controversés, avec des taux de mauvaise image relativement élevés : Facebook (35%), mais surtout Twitter (44%) et Tik Tok (56%). A noter que les plus jeunes ont une image des réseaux nettement meilleure que les autres générations.

Pour les utilisateurs, les réseaux sociaux sont une réalité de tous les jours

Ecrit par le 4 avril 2025

81% d'entre eux s'y rendent quotidiennement. Ils sont 18% à les consulter toutes les heures voire plus souvent puisque ce chiffre atteint 46% chez les 15-24 ans.

« Les Français affirment être inscrits en moyenne sur 4 réseaux sociaux différents, et jusqu'à 7 pour les 15-24 ans. »

Les Français affirment être inscrits en moyenne sur 4 réseaux sociaux différents, et jusqu'à 7 pour les 15-24 ans. Cependant, ils ne publient régulièrement que sur 2 d'entre eux en moyenne. Facebook est le réseau le plus utilisé avec 71% de la population qui y a un compte et qui l'utilise, devant WhatsApp (56%), YouTube (55%) et Instagram (49%). Les autres réseaux recueillent moins d'1/3 d'inscrits actifs, voire moins de 10% pour les réseaux les plus confidentiels, comme Telegram ou Mastodon. Par rapport au reste de la population, les 15-24 ans se déclarent davantage présents sur presque tous les réseaux sociaux... à l'exception notable de Facebook, seuls 45% d'entre eux indiquent l'utiliser contre 66% chez les 65 ans et plus.

Pourquoi les utilisateurs sont-ils aussi souvent sur les réseaux sociaux ?

Lorsqu'ils sont derrière leur écran, la plupart des utilisateurs regardent les publications de leurs amis (89%), consultent leurs messages (86%), ou encore scrutent les publications suggérées par les algorithmes (69%). Et pour cause, se divertir et se détendre (51%), mais aussi discuter avec leurs proches (51%) sont les objectifs premiers des utilisateurs ; s'informer sur l'actualité (27%) et trouver de l'inspiration (26%) apparaissent comme des bénéfices secondaires. Rares sont ceux qui avouent chercher à y élargir leur cercle social (12%), faire leur autopromotion (7%) ou booster leur ego (5%) ... Néanmoins, les Français imaginent volontiers que ce sont de véritables priorités pour les autres : ainsi, pour 44% d'entre eux, si les gens utilisent les réseaux sociaux, c'est pour élargir leur cercle social, et pour 40%, c'est pour booster leur ego.

Des Français sur leurs gardes

Si pour les Français, réseaux sociaux riment avant tout avec « influenceurs » (91%), ils soulignent également l'esprit de communauté (84%), de partage (83%) et de divertissement (80%) qui y règne. Mais malgré ces points positifs, le sentiment d'un danger l'emporte. En effet, les Français mettent en avant les risques d'addiction (86%), les fake news qui s'y diffusent (75%), ainsi que les discours intolérants (73%).

Le regard porté sur ces plateformes n'est pas le même chez les jeunes et les plus âgés

Cela s'explique par l'acculturation très différente aux réseaux sociaux. Parmi les points les plus différenciants, tendanciellement, les plus jeunes associent davantage les réseaux au divertissement, à l'information et à la mobilisation que leurs aînés, qui tendent plutôt à mettre l'accent sur les dérives possibles (complotisme, narcissisme...). Les différentes tranches d'âge sont en revanche relativement unanimes concernant le risque d'addiction induit par ces réseaux : 89% chez les 15-24 ans et 86% chez les 65 ans et plus.

Ecrit par le 4 avril 2025

« L'âge change radicalement la perception de l'impact des réseaux sur le quotidien. »

« Du point de vue collectif comme du point de vue individuel, l'âge change radicalement la perception de l'impact des réseaux sur le quotidien : beaucoup plus que leurs aînés, les plus jeunes indiquent à quel point les réseaux ont un impact sur leur quotidien. Beaucoup plus que les autres, même s'ils ne nient pas les possibles risques qu'ils visualisent presque autant que leurs aînés, la Gen Z souligne les bénéfices que les réseaux peuvent apporter à la société », commente Flavien Neuvy, Directeur de l'Observatoire Cetelem.

Un réel impact tant sur les individus que sur la société

Si les Français manifestent aujourd'hui des opinions vives et contrastées au sujet des réseaux sociaux, c'est notamment parce que selon eux, ces réseaux et leur développement ont un impact bien réel et palpable sur les individus et la société. À un niveau personnel, une courte majorité perçoit un impact des réseaux dans leur quotidien, qu'il s'agisse de la manière dont ils occupent leur temps (58%), dont ils échangent avec leurs proches (56%), ou dont ils s'informent (50%), avec des fortes variations selon l'âge, les plus jeunes se sentant particulièrement impactés (80% chez les 15-24 ans contre 25% chez les 65 ans et plus).

Du point de vue collectif, les réseaux sociaux sont également perçus comme ayant de vrais effets sur le monde réel : par exemple, pour 57%, ils permettent de créer des mobilisations pour changer les choses.

Davantage synonyme de danger que de bénéfice

Aux yeux des Français, l'existence des réseaux sociaux est davantage synonyme de danger (50%) que de bénéfice (33%) pour la société en général. En effet, s'ils leur concèdent des effets bénéfiques sur le lien social (54%) et l'accessibilité de l'information (50%), ils les perçoivent essentiellement comme un danger pour les enfants et adolescents (81%), la vie privée (78%) et la qualité de l'information (62%). Et pour cause, d'un point de vue psychologique, ils attribuent surtout des effets négatifs à la fréquentation des réseaux sociaux : sur la santé mentale en général (64%), sur l'esprit critique (58%) ou encore l'estime de soi (51%).

En définitive, les Français portent un regard très mitigé sur la capacité des réseaux à rassembler, et pratiquement 6 sur 10 (58%) d'entre eux estiment qu'ils favorisent davantage l'isolement que le lien social (42%). A noter que les jeunes de 15-24 ans ne sont pas si inconscients du danger que représentent les réseaux sociaux puisque 45% d'entre eux les voient comme un facteur d'isolement.